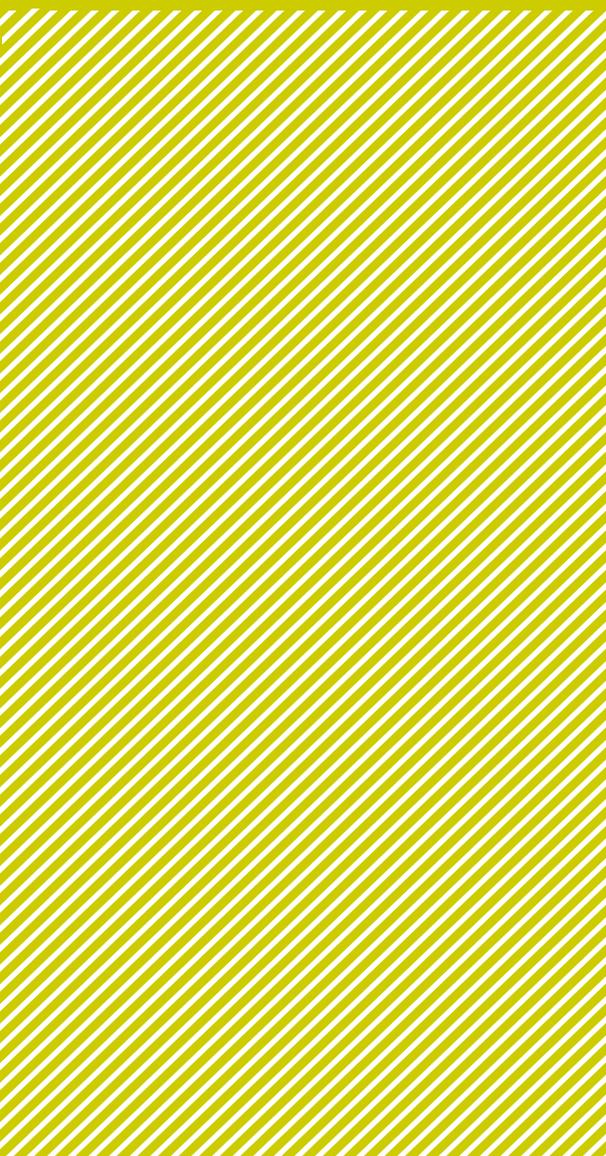


ID-FOUNDATION

Assez de l'€uro !

Une question par jour pendant un mois



Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés

Assez de l'€uro !

Une question par jour pendant un mois

La FENL est partiellement financée par le Parlement européen et
a la seule responsabilité de ce contenu.

Bruxelles, 2016



Fondation pour une
Europe des Nations
et des Libertés

1. L'euro est-elle la cause principale de la crise ? Pour quelles raisons ?

Pour de nombreuses raisons, mais la raison principale c'est qu'une monnaie unique pour plusieurs pays différents ne peut pas fonctionner et engendre du chômage. Un pays en difficulté qui ne contrôle pas sa monnaie ne peut pas empêcher les crises. Un pays qui ne contrôle pas sa monnaie ne peut pas avoir d'autonomie et se retrouve dans la situation d'un pays du tiers monde, forcé de supplier pour obtenir l'argent dont il a besoin. C'est la fin de la démocratie et de la liberté.

Aucun peuple ne peut se proclamer maître chez lui s'il n'a pas le contrôle de sa monnaie et de ses frontières. Comme par hasard, c'est exactement ce que l'Union européenne a supprimé.

Voici quelques exemples.

Habituellement, un pays avec une économie très forte a également une monnaie forte parce que tout le monde la veut pour pouvoir acheter ses produits. Une monnaie forte provoque une « hausse des prix » des produits de ce pays qui deviennent donc moins avantageux et tout s'équilibre. Un pays avec une économie faible, par contre, aura également une monnaie faible parce que ses produits sont moins demandés. Si sa monnaie est dévaluée (ou se déprécie), c'est comme si ce dernier baissait le « prix de vente » de ses produits, qui deviennent ainsi plus compétitifs et davantage recherchés et dans ce cas également on se dirige vers un rétablissement de l'équilibre. Avec l'euro, on a un étrange cas dans lequel un pays faible (comme la Grèce) se retrouve avec la même monnaie qu'un pays fort (comme l'Allemagne). Les « prix de vente » de la Grèce seront donc trop chers tandis que ceux des produits allemands seront trop bas. Il en résulte qu'en Grèce on meurt de faim tandis qu'en Allemagne on observe un record des exportations. Il y eut une situation similaire en Argentine qui arrimât pendant de nombreuses années son taux de change à celui du dollar américain finissant par faire défaut en 2001, dont les conséquences



(ajoutées à d'autres erreurs) se ressentent encore aujourd'hui. Réfléchissons-y : tous les pays de l'Europe pour lesquels l'euro représente une monnaie plus forte que la valeur de leurs monnaies nationales sont dans les mêmes conditions : pauvreté et chômage record indépendamment de la couleur politique des gouvernements, du niveau des impôts et des dépenses publiques ou du niveau de la dette publique. Si beaucoup de personnes entrent dans un restaurant et toutes celles qui ont commandé un plat particulier finissent à l'hôpital, il est probable que cela soit dû à la nourriture. Dans le « Restaurant Europe de Mme Merkel » ils vont tous mal, sauf ceux qui n'ont pas commandé le « plat euro » comme l'Angleterre ou les gérants du restaurant (l'Allemagne).

Prenons comme exemple deux autres plus grands pays : l'Italie et la France. Jusqu'à présent, ils se sont bien défendus mais leur trop forte monnaie rend leurs produits chaque jour toujours moins avantageux (« prix de vente » trop élevés). En outre, le chômage est voué à augmenter irrémédiablement parce que leurs citoyens achèteront toujours plus de produits étrangers que nécessaire qui (ça semble peu important mais on n'y pense pas toujours) sont fabriqués par des entreprises et des ouvriers

étrangers, ce qui entraîne des suppressions d'emplois. Si le travail disparaît alors le capital disparaît également pour importer des produits et payer les retraites et on finit par ne plus pouvoir survivre. La seule solution que ces pays ont mis en œuvre pour importer moins, c'est l'austérité, et donc limiter la consommation avec l'arme des prélèvements obligatoires et des coupes budgétaires, politique suicidaire qui entraîne la faillite et le chômage.

En pratique, c'est comme si les États européens, au lieu d'« être une équipe » étaient placés sur un ring de boxe, les uns contre les autres indépendamment de leur poids. Le « poids du plus grand », c'est-à-dire l'Allemagne, gagnerait et les autres perdraient. Toujours pour rester dans le domaine du sport, c'est comme si on mettait un sac à dos lourd et de même poids sur les épaules des concurrents d'une course : les plus grands et plus forts seront avantagés tandis que les plus petits et plus légers seront en grosse difficulté en raison du poids et ne pourront jamais gagner.

Le contrôle de la monnaie comme « arme » contre les crises est également fondamental. Un pays qui peut « imprimer de la monnaie » et qui a une industrie bien développée et des produits qui sont normalement recherchés, peut s'il est en difficulté

dépenser davantage pour renforcer son économie sans se préoccuper de devoir emprunter de l'argent. Il peut également acheter ses titres de créance en évitant la hausse des taux. Si cela faisait baisser le taux de change de sa monnaie tant mieux, car comme nous l'avons constaté, une monnaie meilleur marché permet d'augmenter la demande de ses produits qui deviendraient de ce fait plus attractifs, en créant ainsi des emplois et un nouvel équilibre. Un pays en difficulté qui n'a pas conservé sa propre monnaie et qui a donc choisi l'euro, doit prendre en considération le tristement célèbre « spread », à savoir un refus d'achat de ses titres. Les autres pays, « pour le sauver » et lui prêter l'argent qu'il ne parvient pas à se procurer tout seul, lui imposent des politiques d'austérité inutiles et néfastes. Les pays en crise sont toujours plus imposés, avec toujours moins de dépenses et avec des intérêts toujours plus élevés à payer : leurs difficultés augmentent et la crise s'aggrave. La différence des résultats économiques des pays avec ou sans l'euro après les événements inattendus et imprévisibles a été impressionnante. Pensons à l'Angleterre : lorsqu'en 2008 il y a eu la crise des banques après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, elle était en grande difficulté car son industrie principale est justement l'industrie financière. Et donc, l'Angleterre a réussi à absorber la crise en faisant acheter à sa Banque Centrale les bons du trésor nécessaires pour se financer. La livre sterling se déprécia fortement au lieu de provoquer la hausse du spread sur les titres et son économie s'est redressée sans avoir à subir d'ordres et de conditions de personne. Les États de l'Europe périphérique par contre sont encore en difficulté et ceux qui ne le sont pas le seraient s'ils n'avaient pas reçu d'énormes sommes d'argent camouflées par « des emprunts » via des fonds du mécanisme européen de stabilité (MES).

2. Sans l'euro deviendrions-nous tous riches ?

Non, évidemment pour rivaliser sur les marchés internationaux, beaucoup d'efforts et d'améliorations sont nécessaires pour compenser le manque d'efficacité de chaque pays. S'il suffisait d'avoir sa propre monnaie pour être riche, ce serait trop beau. De nombreuses actions complexes doivent être accomplies, comme l'accélération de la justice, la baisse des impôts, l'assistance aux entreprises pour qu'elles produisent mieux, la réduction de la bureaucratie, l'augmentation de la recherche etc... Toutefois le poids d'une monnaie inadaptée est considérablement supérieur par rapport à ces autres facteurs. Il s'agit d'une « condition nécessaire mais insuffisante ». Nous ne pouvons pas évidemment songer à quitter l'euro et ne rien faire : il faudra faire des efforts mais sans une monnaie correctement évaluée même avec du travail nous n'obtiendrions rien.



3. Si nous quittons l'euro, sortons-nous également de l'Europe ?

On peut supposer que les pays géographiquement et historiquement européens resteront toujours en Europe quelle que soit leur monnaie, et plus précisément dans « l'Union Européenne ». D'ailleurs un marché de centaines de millions de personnes a une valeur trop importante pour tous. Il ne faut pas oublier que de nombreux pays font partie de l'Union Européenne même sans avoir l'euro, de l'Angleterre jusqu'à la Suède et la Pologne. Si cependant un pays décidait de sortir également de l'Union Européenne, ce ne serait probablement pas dramatique. La Grande-Bretagne va bientôt faire un référendum sur ce sujet et des pays comme la Suisse ou la Norvège même sans avoir l'euro et ne faisant pas partie de l'Union Européenne ne sont évidemment pas isolés du monde. Au contraire, sortir de l'Union Européenne permettrait enfin à tous de retrouver la liberté pour pouvoir gérer de manière autonome et libre, aussi bien les politiques sur l'immigration que

les règles pour faciliter la vie des entreprises, pénalisées par des obligations européennes nécessairement inadaptées aux particularités de chaque pays. En définitive il est souhaitable de parvenir à un accord et une gestion commune par les pays européens peut permettre d'améliorer beaucoup de choses, mais uniquement en cas d'accord unanime, sans que la liberté de chacun ne soit compromise. La perte de la souveraineté monétaire face à des budgets nationaux séparés met en danger les relations pacifiques entre les pays. En fait, c'est la différence entre habiter dans des habitations séparées et dans une copropriété. Dans le premier cas, la pleine propriété de sa maison permet de vivre en toute tranquillité avec ses voisins, tandis que dans le deuxième les intérêts opposés sont la source de disputes et de procès constants. Les relations entre les États européens après avoir supprimé la tyrannie de Bruxelles et de Francfort ne pourront que s'améliorer, sur une base d'égalité, de dignité et de liberté.

4. Récupérerons-nous notre ancienne monnaie ? Aura-elle encore la même valeur qu'en 2001 ?

Non, en théorie nous pourrions nommer la nouvelle monnaie comme nous le souhaitons car de toute manière elle sera différente de l'ancienne, mais rien ne nous empêcherait de conserver le nom de notre ancienne monnaie. Quant à sa valeur, le plus pratique serait de la convertir à égalité avec l'euro afin de supprimer les problèmes de calculs comme ceux qu'il y a eu lors du passage à l'euro et où furent décidés ces rapports imprécis pour la nouvelle monnaie. (Attention : la conversion n'indique pas le « change » et peut être décidée comme nous le préférons : Une conversion à égalité est simple mais si on voulait on pourrait même faire une conversion 10 à 1, 5000 à 1 ou 1234 à 1). Ensuite ce sera au marché à décider de la valeur de la nouvelle monnaie, après la conversion par rapport aux autres monnaies. Mais pour nous le change ne sera pas gênant pour la vie de tous les jours, comme ça ne l'est pas plus aujourd'hui pour un simple citoyen de connaître la valeur de l'euro par rapport au dollar américain, à la livre ou aux autres monnaies internationales. Donc en conclusion, si nous avons un salaire de 1000 euros celui-ci sera de 1000 florins (ou écus ou lires), un verre de vin au restaurant au lieu de coûter 4 euros coûtera 4 florins et si l'on payait un crédit de 300 euros par mois, nous paierons 300 florins.

5. Si nous convertissons la nouvelle monnaie à égalité avec l'euro, est-ce que cela changera quelque chose ?

Cela changera beaucoup de choses. En effet, si après conversion notre monnaie trouvera sa valeur de marché corrigée vis-à-vis d'autres monnaies, nos produits deviendront plus avantageux pour un client étranger, ça coûtera moins cher pour les étrangers de passer leurs vacances chez nous et ce sera plus intéressant de fabriquer des produits ici au lieu de délocaliser la production en dehors de la zone euro. Bien sûr, les voyages en Allemagne seront plus chers et les produits étrangers fabriqués dans des pays avec une monnaie forte augmenteront (même si habituellement après une dévaluation les entreprises étrangères, afin de ne pas perdre leurs clients, ne changent pas leurs prix), mais ce sera toutefois plus facile de trouver du travail et l'économie redémarrera. Il vaut mieux avoir un portefeuille rempli de monnaies avec leur juste valeur qu'un portefeuille vide dans l'attente vaine de monnaies surévaluées.

6. Y-aura-t'il de l'inflation? Devrons-nous faire nos courses avec des billets de banque qui ne valent rien ?

Non absolument pas. L'inflation n'est pas synonyme de dévaluation. Dans aucun des récents cas de dévaluation dans des pays développés il y a ensuite eu une hyperinflation. Le yen japonais a par exemple fortement dévalué en 2012 vis-à-vis de l'euro et du dollar américain, mais aucune inflation n'a été constatée. Pas d'inflation constatée non plus en Angleterre ou en Suède lorsqu'ils dévaluèrent énormément en 2008 et même pas en Italie lorsqu'en 92 elle sortit du système Monétaire Européen avec une baisse soudaine de la valeur de la lire. L'inflation diminua même légèrement. L'euro s'est fortement déprécié ses dernières années par rapport au dollar et pourtant il n'y a pas eu de signe d'inflation. En tout cas, aucun pays producteur/transformateur, comme les pays européens, ne doit se préoccuper d'une dévaluation excessive. Si la nouvelle monnaie devait trop baisser ses produits, ces derniers deviendraient

si avantageux qu'ils envahiraient les marchés. Ce seront ces concurrents qui « protégeront » la valeur de la nouvelle monnaie pour éviter de rendre l'industrie du pays qui est dévaluée trop compétitive. Rappelons-le, parce que la différence est fondamentale. L'inflation est une situation caractérisée par une hausse des prix mais, sauf cas particuliers comme pour les chocs pétroliers des années 70 ou les crises des pays en voie de développement, si les prix augmentent cela signifie que les gens disposent de l'argent nécessaire pour consommer. Et vice-versa, si les prix restent stables et les salaires baissent, comme c'est le cas aujourd'hui, pour un citoyen c'est comme si les prix augmentaient mais avec en plus une situation de chômage dramatique. La dévaluation mesure simplement la baisse du change de notre monnaie contre d'autres monnaies. Les deux phénomènes (inflation et dévaluation) ne se produisent jamais en même temps.

7. Mes économies seront-elles divisées par deux ? Est-ce que la dévaluation me fera devenir plus pauvre ?

Bien évidemment que non. On ne peut pas donner une réponse unique parce que chacun a investi ses économies de manière différente, cependant il suffit de penser à des formes d'épargne classiques telles que :

a) La maison.

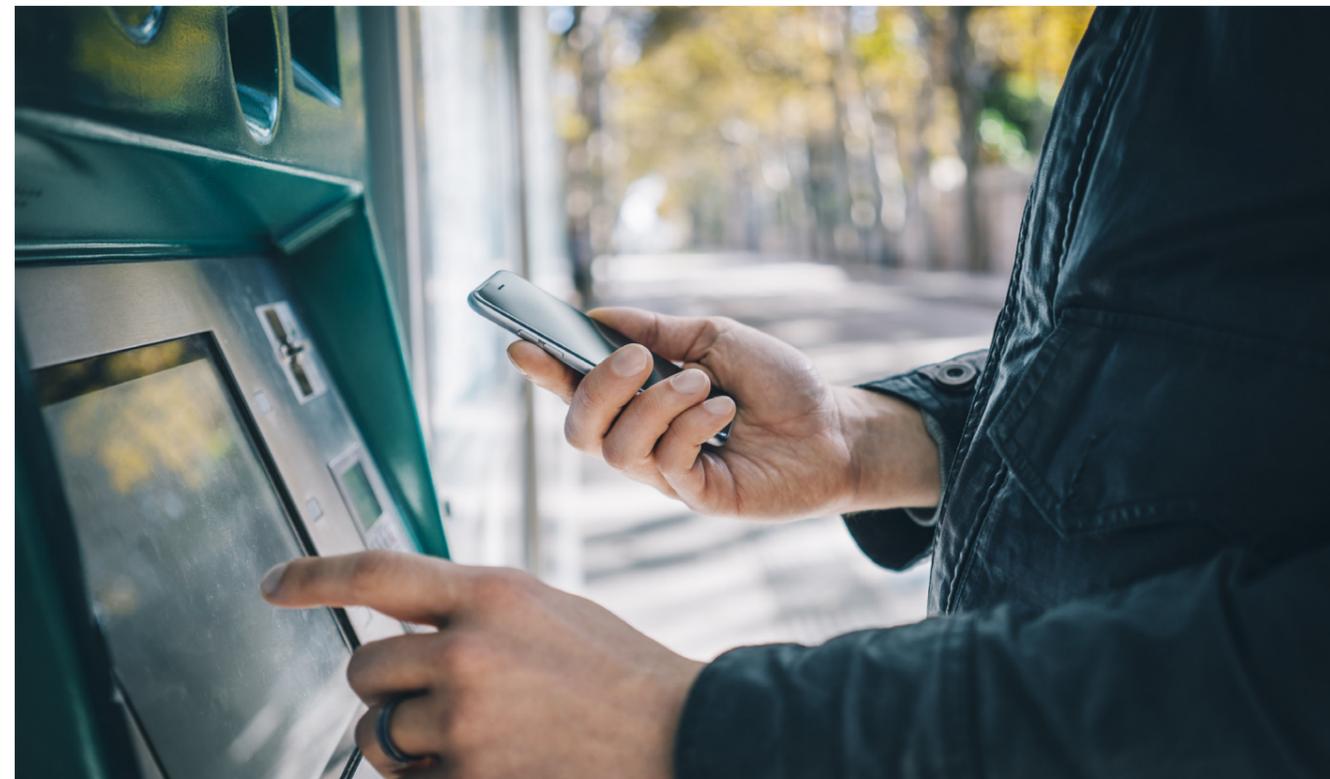
La maison est un bien réel, qui n'est donc pas « déprécié » en changeant de monnaie. Si demain nous adoptions une monnaie choisie au hasard, la maison resterait toujours ce qu'elle est et sa valeur serait simplement

définie avec une nouvelle unité de mesure. Il faut donc exclure qu'une partie de la maison « soit perdue » ou que quelqu'un vienne monter un mur dans le salon pour le partager en deux. Il faut au contraire réfléchir sur le fait qu'une reprise de l'économie peut relancer le marché et augmenter la valeur de nos appartements. Au début, le prix des maisons dans des zones non « internationales » peut également baisser s'il est comparé à une autre monnaie, mais cela pourrait (éventuellement) léser,

par exemple, un italien qui voudrait vendre sa maison en Italie pour en acheter une autre en Allemagne. Il est par contre évidemment absurde de penser que la valeur de la maison « soit réduite de moitié » en fonction du marché national. Des phrases du type: « une maison de 100m² perdra la moitié de sa valeur et avec le produit de sa vente on pourra à peine acheter une maison de 50m² » sont une erreur manifeste car même si par hasard notre maison était dévaluée, la valeur des autres maisons le serait également et rien ne changerait. La vente d'une maison de 100m² permettra encore d'en acheter une autre de même superficie. En tout cas, une reprise de l'économie même après une dévaluation bénéficie toujours à la valeur des biens immobiliers.

b) Les investissements dans des titres et dans des fonds.

Les titres peuvent être d'actions et d'obligations, nationaux et étrangers, souvent acquis par l'intermédiaire de fonds d'investissement ou de gestions patrimoniales. Les actions, comme la maison, sont des biens réels qui ne dévaluent pas : si je détiens 10 actions d'une société qui représentent 10% de cette société, cela ne change pas quelle que soit la monnaie qu'on choisisse d'utiliser. Nous devons considérer les actions comme des parts de propriété : l'industrie dont on possède une part reste la même indépendamment du change de monnaie en circulation. Au contraire, il est probable que les actions des sociétés industrielles soient appréciées parce qu'une monnaie corrigée les rendrait plus compétitives. Les obligations et les bons du trésor par contre représentent une



créance en argent et donc la monnaie dans laquelle ils sont libellés est importante. Les obligations étrangères ne seront pas concernées et resteront inchangées car le débiteur est étranger et donc si nous changeons de monnaie il ne le fera pas nécessairement lui aussi, donc le passage vers une nouvelle monnaie pourra augmenter la valeur de leurs détenteurs. Même discours pour les fonds d'investissement internationaux qui en outre, étant habituellement très diversifiés, auraient très peu d'impacts. Les bons du trésor et les obligations nationales seront par contre convertis dans la nouvelle monnaie mais ne perdront nécessairement pas du pouvoir d'achat car, comme nous l'avons précédemment rappelé, dévaluation ne signifie pas inflation et même le prix, une fois supprimée l'incertitude d'une banque centrale qui ne garantit pas pleinement les titres, pourrait en bénéficier. Ceux qui craignent en tout cas l'arrivée de l'inflation peuvent se protéger librement avec l'achat de titres indexés sur cette dernière.

c) Or et objets de valeur

Même dans ce cas il s'agit de biens réels pour lesquels la monnaie nationale choisie n'a pas d'importance. Une pièce de monnaie en or a la même valeur partout.

La vérité, c'est que l'euro dilapide les économies car la dépression fait dégringoler les valeurs et les prix, car ils sont accablés par les augmentations continues d'impôts, imposées par l'Europe et à présent avec la nouvelle menace du renflouement interne bancaire.

Après avoir utilisé des centaines de milliards pour sauver ses banques, l'Allemagne (avec l'accord des parlementaires européens et des gouvernements de nombreux pays complices ou ignorants) a imposé aux créanciers d'une banque en difficulté de payer : il s'agit en apparence d'un raisonnement fondé si ce n'est que les « créanciers » dans ce cas sont les épargnants, qui pourraient se voir expropriés de leurs biens investis dans des obligations bancaires ou même

de l'argent déposé dans les comptes courants. Les pertes de la banque sont en fait comblées en prélevant sur les économies. Comme on l'a constaté à partir des premières expériences de cette nouvelle règle (totalement inattentives aux précédents désastres suite à la faillite de Lehman Brothers et de Washington Mutual) un système de ce type ne rassure pas du tout les épargnants qui n'ont pas les moyens de savoir si leur banque est sûre ou pas et risque de provoquer une véritable fuite des titres financiers et des dépôts. Le résultat est en tout cas destructif pour les économies qui risquent d'être expropriées par le renflouement interne ou décimées par l'effondrement des valeurs des titres, causé par la panique.

Un système raisonnable devrait prévoir une garantie totale pour les économies non spéculatives, concédée par la banque centrale qui est chargée de la surveillance, en prévoyant en même temps des peines très sévères pour les banquiers coupables d'avoir criminellement dilapidé de l'argent.

L'euro ne permet plus aux pays de contrôler leur argent et a donc mis en danger les économies de centaines de millions de citoyens. Lorsqu'en Europe il y avait les monnaies nationales, même dans les années de forte inflation comme dans les années 80, le taux d'épargne était parmi les premiers au monde. La Bourse a été au plus haut en 2001. Depuis l'arrivée de l'euro, la Bourse représente encore plus un risque avec des indices de volatilités extrêmes. Les prix des maisons qui dans de nombreux pays périphériques avaient illusoirement augmenté dans les premières années de la monnaie unique, baissent maintenant depuis des années. Même les bons du trésor sont devenus moins sûrs et ceux qui ont essayé de les vendre lorsque le spread était à son maximum ont eu de mauvaises surprises. Même le compte courant n'est plus quelque chose de sûr car on est passé d'un système dans lequel la Banque Centrale garantissait l'épargne des citoyens à un autre système dans lequel les citoyens garantissent avec leurs propres économies la Banque Centrale. Cela en vaut-il la peine ?

8. Si seulement j'avais des économies ! J'ai un prêt et mon compte est dans le rouge. Est-ce que les versements augmenteront ?

Non, l'immense majorité des prêts est à taux fixe (et donc ne changent pas) ou à taux variable lié au taux Euribor qui est une moyenne européenne. Dans les deux cas, un changement de monnaie par un pays n'aurait pas de conséquences, au contraire, vu que même le prêt sera converti en une nouvelle monnaie comme tous les contrats internes à un pays, si une inflation modérée venait à se produire (chose qui n'était pas donnée pour acquis, comme on avait coutume de dire avant) ce serait très avantageux pour ceux qui ont un prêt car la partie restant à payer diminuerait progressivement.

9. Et les matières premières ? Et l'essence ? On entend dire que si nous dévaluons, leurs prix augmenteront énormément, est-ce vrai ?

Non, avant tout nous n'utilisons jamais de « matières premières » et l'essence n'est également pas du pétrole brut. Tous les biens que nous consommons sont transformés industriellement et la plupart des coûts des produits dépend justement de ces transformations et de ces transports tandis que la valeur des « matières premières » est généralement peu importante. Il est paradoxal que l'on adopte des pratiques fortement intimidantes sur le pétrole et les matières premières encore aujourd'hui lorsque les prix de ces biens sont au minima. Les prix des matières premières fluctuent généralement beaucoup, avec des pourcentages très supérieurs à ceux d'une dévaluation qui même très forte, passe absolument inaperçue. Pensons au pétrole : le cours du baril est passé en peu de temps de plus de cent dollars sous la barre des 30. Une dévaluation de 10% aujourd'hui conduirait à une fluctuation du prix d'achat de trois dollars face à un mouvement « naturel » de plus de 70. Ce sont justement les pays qui ont basé leur économie uniquement sur les matières premières qui se rendent compte de la conséquence sur les prix. La baisse des prix sur les marchés internationaux peut entraîner des crises très fortes, pas facilement résorbables même pas avec de fortes dévaluations.



La différence entre un pays qui créait des « produits » et un autre qui se base sur les matières premières est que pour le premier en cas de difficultés la monnaie a, comme dit précédemment, une fonction équilibrante, tandis que pour le second il n'y a pas moyen d'éviter un effondrement éventuel du prix des matières premières dont il dépend vu que, les ressources minérales sont évaluées en dollars, celles-ci ne sont pas impactées pas la dévaluation. La baisse du prix du pétrole en 2015 a démontré justement cela. Tandis que le prix des produits finis n'a pas diminué de moitié pour nous, les pays exportateurs de pétrole comme la Russie, le Venezuela et même l'Arabie Saoudite ont dû prendre en compte l'effondrement de leurs recettes.

La vérité, c'est que les États Européens sont des pays transformateurs. Ils importent des matières premières et/ou de l'énergie et exportent des produits finis. C'est le cas parfait dans lequel le change flexible a un impact maximum. Imaginons que pour la réalisation d'un produit dans un pays européen, le poids de l'énergie et des matières premières soit véritablement de 50% (cela se produit difficilement). Supposons que la monnaie du pays en question dévalue de 20%. Eh bien, si un produit coûte 100 euros, l'augmentation de 20% du prix des matières premières et de l'énergie entraînerait une hausse de 50 à 60 euros de ces derniers, ce qui ramènerait donc le prix du produit à 110. Pour les marchés étrangers toutefois, ce produit coûterait 20% en moins parce que 110 est le prix dans leur monnaie locale qui a dévalué de 20%, et donc le produit sur les marchés étrangers coûterait 88 euros en devenant beaucoup plus avantageux même dans le cas assez extrême d'un prix des matières premières égal à la moitié du total.

10. Est-ce que l'euro n'a rien à voir et est-ce la faute à la corruption, aux groupes politiques et à l'évasion ?

Il y a certainement beaucoup de choses qui ne vont pas en Europe en raison de la crise, aussi haïssables qu'elles puissent être. L'évasion, les groupes politiques inefficaces et la corruption ont toujours été présents même lorsque les choses allaient bien et frappent des pays qui sont pourtant en forte croissance économique. Il est absurde de penser que, par exemple, en Chine, en Corée ou en Inde, ils soient tous exemplaires. De toute façon il est naïf d'espérer des solutions comme ceux qui laissent entendre que sans la corruption il y aurait un PIB de dizaines de milliards supplémentaires ou que sans l'évasion il y en aurait des centaines. Nous serions simplement dans un monde plus juste, mais il n'y aurait pas plus de recettes. La raison est simple : de nombreux pays européens, en particulier la France



et l'Italie, encaissent déjà avec les impôts plus que n'importe quel autre pays au monde par rapport à leur quantité produite (contrairement aux grands pays, seulement quelques petits pays nordiques « sociaux » imposent davantage leurs citoyens, en échange d'excellents services) et sont à la limite théorique de l'imposition. Ce n'est pas par hasard que les augmentations récentes de la TVA en Italie ont entraîné une baisse des recettes. Si un coup de baguette magique permettrait de faire disparaître l'évasion fiscale,

avec les taux actuels, de nombreuses sociétés fermeraient en annulant l'effet de la « magie ». Une solution serait de faire payer à tous les impôts en abaissant les taux : on obtiendrait ainsi une répartition plus équitable, mais il n'y aurait pas de recettes supplémentaires.

La corruption et autres injustices sont des délits et en tant que tels, ils doivent donner lieu à des poursuites de la même manière que pour les vols et les homicides : bien évidemment ce ne sont pas les raisons de la crise.

11. Est-ce que la faute ne vient pas des dépenses publiques improductives ?

Que les pays dépensent souvent mal leurs ressources, ça on le sait. Toutefois si une dépense est interne à un pays, elle devient difficilement « improductive ». Même si on payait quelqu'un à ne rien faire, ce dernier à la fin avec l'argent de son salaire achèterait de la nourriture, des vêtements et d'autres biens à des entreprises privées productrices. Les propriétaires d'un magasin ou d'une

usine ne connaissent pas la provenance de l'argent de leurs clients, pour eux l'important c'est d'avoir des clients. Il serait préférable de ne pas toucher directement à l'argent des travailleurs ou, au moins, de dépenser raisonnablement, et la simple baisse des dépenses non compensées n'aidera personne à vendre davantage de produits et donc à relancer l'économie.

La France par exemple dépense plus que la moyenne, mais si on est en récession, la diminution des dépenses et l'augmentation des impôts ne font qu'empirer les choses.

Penser que les choses puissent aller différemment est absurde. Ce serait comme penser qu'une famille dépense davantage si on diminue le salaire du chef de famille. Il est nécessaire de diminuer les dépenses publiques et d'augmenter les impôts lorsqu'on est en phase de croissance. L'Amérique est sortie de la crise en baissant les impôts, en augmentant les dépenses publiques et en demandant à sa Banque Centrale « d'imprimer » de l'argent. Par la suite, après avoir « relancé son économie », elle a pu continuer en réduisant à nouveau les dépenses. Etre dans la zone euro et obéir aux règles européennes nous empêchent de faire comme eux et, en outre, nous nous retrouvons en dehors du marché à cause de la surévaluation de la monnaie. Pour nous et surtout pour l'industrie des principales zones de production, c'est comme si on pensait gagner une course les jambes liées.

12. L'Allemagne se porte mieux car elle est plus efficace et par contre le reste de l'Europe est corrompu et paresseux. Est-ce vrai ?

Personne n'a le droit de donner des leçons d'efficacité. Les entreprises du Nord de l'Italie et les productions d'excellence françaises ont toujours été un modèle pour le monde et tant qu'il y avait la possibilité de rivaliser à armes égales, les travailleurs ont toujours fait toutes sortes d'horaires et de roulements en battant systématiquement la concurrence. D'autre part la société qui a été reconnue coupable du plus grand cas de corruption internationale de l'histoire est allemande. La vérité c'est simplement que l'Allemagne a une monnaie sous-évaluée et que donc ses produits sont plus intéressants qu'avec le mark. Tandis que nous, nous avons une monnaie surévaluée et que nos produits sont donc plus chers que si nous utilisions notre ancienne monnaie. Si une entreprise est avantagée, elle vend davantage et peut se permettre de faire de la recherche et de l'innovation, en fabriquant des produits plus beaux et plus solides qui se vendent encore plus. Si une entreprise est désavantagée au niveau compétitif alors par contre elle doit réduire ses dépenses, économiser sur les matériaux et ses

produits deviennent de moins bonne qualité et se vendent encore moins. N'oublions pas également que les règles que l'Europe a fixées pour entreprendre sont très complexes et sont faites sur mesure pour les entreprises de grandes tailles : pour les petites et moyennes entreprises italiennes par exemple les obligations sont intolérables et très coûteuses à gérer.

Même des pays avec des économies très similaires à l'Allemagne et qui donc ne dévaleraient pas en retournant à leur propres monnaies nationales sont à risque car les crises possibles sont multiples et, sans possibilité d'ajustement tout le monde est à risque.

13. Est-il vrai que la dette publique est la cause de la crise ?

Tous les pays qui ont eu en premier des difficultés comme l'Irlande et l'Espagne n'avaient pas de problèmes de dette publique. En revanche le Japon qui a une dette publique deux fois supérieure à la moyenne européenne n'est pas en crise comme nous car il a des taux négatifs sur sa dette et peut se permettre des politiques de développement agressives. L'Allemagne a également une lourde dette publique, depuis le début de la monnaie unique, qu'elle augmentait en freignant les traités qui l'obligeaient à maintenir la dette au-dessous d'un certain seuil. N'oublions pas ensuite que l'Allemagne peut « dissimuler » une grosse partie de sa dette dans une banque publique qui s'appelle KfW. Si on comptait ça aussi il n'y aurait pas une grande différence entre la dette allemande et celle des pays les plus endettés qui est,

En effet, il suffit de voir ce qui arrive à la Finlande en récession permanente avec l'euro pendant que la Suède, tombée en crise en 2008, a pu se remettre immédiatement sur pieds grâce au change flexible de la couronne suédoise.

On nous a toujours interdit les aides de l'État tandis qu'elles ont été autorisées à l'Allemagne : Berlin a sauvé ses banques avec 300 milliards d'euros tandis qu'on a imposé aux autres que ce soit les épargnants qui payent. Les Allemands pensent à leurs intérêts et leur point de vue est compréhensible. A présent, c'est à nous de commencer à penser aux nôtres !

en tout cas, supérieure en valeur absolue. Nous faisons souvent l'erreur de diaboliser la dette publique en oubliant qu'une dette implique toujours une créance et les épargnants qui, directement ou indirectement, possèdent des bons du trésor devraient penser que la suppression de la dette par une sorte de renflouement interne bancaire souverain, supprimerait également leurs économies. Même ceux qui ne possèdent pas de bons du trésor seraient frappés par une diminution forcée de la dette publique car les banques en possèdent une grande quantité. Elles deviendraient insolubles et même les comptes courants seraient à risque comme c'est arrivé à Chypre. Si un pays a une dette dans sa monnaie et a une souveraineté monétaire, il ne pourra jamais ne pas la rembourser, car il pourra toujours « imprimer » l'argent nécessaire au remboursement de la dette.

14. Si la crise a éclaté dans de nombreux pays à cause du spread c'est qu'évidemment la dette publique est importante. Est-ce exact ?

En réalité, on était déjà en crise avant mais on ne s'en était pas aperçu parce que la faiblesse de nos entreprises était camouflée par l'afflux d'argent au débit (cette fois privé). Le spread des pays périphériques n'a pas explosé à cause des niveaux d'endettement, le début de la domination a été la décision du couple Sarkozy-Merkel de faire « échouer » la Grèce en affaiblissant la valeur de ses bons du trésor possédés par les épargnants. À partir de là, tous les investisseurs mondiaux ont commencé à vendre les bons du trésor irlandais, puis portugais, puis italiens et espagnols simplement parce qu'ils pensaient qu'ils auraient terminé comme les bons du trésor grecs. Même le spread sur les bons du trésor français et finlandais avait commencé à augmenter pendant que l'Angleterre, grâce au fait qu'elle avait une Banque Centrale qui garantissait la dette en la rachetant, n'a jamais eu de problèmes de spread. Les interventions de Monti et des autres dirigeants imposées par Bruxelles ont ensuite aggravé les choses. Le spread a baissé uniquement après les actions de la Banque Centrale Européenne qui, même si très tardivement, a annoncé son intention de garantir la dette.

15. Donc si la BCE garantissait la dette et si les différences étaient supprimées nous n'aurions plus de problèmes ?

Malheureusement non : les effets d'une monnaie trop forte par rapport à ce qui serait juste demeurent. Cela signifie que si les citoyens d'un pays avaient une valeur corrigée de leur propre monnaie inférieure à celle de l'euro, au lieu d'être étranglés, ceux-ci se remettraient à dépenser, à acheter majoritairement des produits étrangers et la différence entre les importations et les exportations devrait être financée par des dettes supplémentaires. En fait, ils s'affaibliraient encore davantage et si à l'avenir la BCE venait à changer d'avis, ils seraient mal en point.

16. La Grèce et l'Irlande ne veulent pas quitter l'euro, et pourquoi nous oui ?

Elles ont reçu des sommes très importantes sous forme de prêts en fait à fond perdus, payées également par nous. Il a été question d'une sorte « d'indemnisation » pour éviter que le système ne se décompose. Si la Grèce avait quitté l'euro avant de recevoir les aides, elle aurait eu seulement les dommages et pas l'indemnisation. Des pays importants comme l'Italie, la France ou l'Autriche par contre payent et ne reçoivent aucune aide financière. Même si le budget de l'Union Européenne est peu important, les sommes payées par de nombreux pays pour y participer sont considérables : ces 15 dernières années uniquement en additionnant les montants versés par l'Italie et la France moins les fonds reçus, on arrive à presque 200 milliards d'euros. Et pas seulement !

La mutualisation des crédits envers les pays de l'Europe périphérique a été pour beaucoup un véritable vol : l'Italie avait par exemple uniquement 3% environ des créances totales envers la Grèce, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal, mais on lui a demandé de « sauver » ces pays (en réalité nous avons uniquement sauvé leurs créanciers) avec une part égale à 20% parce que l'Europe a trouvé avantageux de tout mettre « sur le compte de la copropriété ». Les ressources communes promises pour les « sauvetages » européens qui n'ont rien résolu, ont dépassé les 300 milliards d'euros. Si on n'avait pas gaspillé cet argent (qui ne sera probablement jamais rendu) combien de choses aurait-on pu faire dans les secteurs du travail, de l'enseignement et de la santé ?

17. Pourquoi l'euro lèse notamment les régions industrielles des pays qui auraient une monnaie plus faible ?

Avec les monnaies nationales, les régions industrielles ou en général plus avantagées (Catalogne, Italie du nord, Rhône-Alpes, PACA) que des pays moyennement plus faibles, avaient une situation équilibrée parce que face à des cotisations plus importantes au budget général. Elles pouvaient être « aidées » par une monnaie plus avantageuse. Prenons le cas par exemple de l'Italie du Nord : L'industrie du Nord a toujours été très avantagée par la lire parce qu'il s'agissait d'une monnaie sous-évaluée par rapport à la force économique et industrielle de l'Italie du Nord. En fait, la Padanie avec la lire avait la même

position de supériorité que l'Allemagne a aujourd'hui avec l'euro. Disons pour simplifier, que le Nord avait une force économique de « dix » tandis que celle du Sud était de « deux ». Une même monnaie qui était utilisée dans ces deux régions aussi différentes était une moyenne entre les valeurs qu'auraient eues une monnaie du Nord (10) et une monnaie du Sud (2). La lire avait donc une valeur de « six ». Cette valeur était trop élevée pour le Sud qui donc se désindustrialisait tandis qu'elle était très basse pour le Nord qui pouvait par conséquent exporter très facilement ses produits. Les industries du Nord grâce à la

lire étaient présentes sur les marchés internationaux avec des « prix de vente » plus avantageux, ce qui permettait de vendre à tous leurs produits et d'éradiquer le chômage. « Le prix » de cette supériorité pour le Nord était de devoir rétribuer le Sud (qui ne pouvait pas rivaliser) par des transferts fiscaux élevés. L'euro a fait disparaître cet avantage. En effet, les entreprises ferment ou délocalisent leur production dans des pays plus avantageux mais les impôts et les transferts fiscaux sont restés parce que si pour le Sud la lire était trop chère, alors ne parlons pas de l'euro !

L'Allemagne est actuellement comme était l'Italie du Nord avec la lire à la différence qu'elle ne transfère rien aux autres régions qui sont en train de devenir rapidement « méridionales ». Les transferts fiscaux ne sont jamais une bonne solution : si ceux internes aux pays supranationaux apportaient un certain équilibre, ils ne pourraient évidemment pas servir de modèle vu que l'expérience démontre que cela permet de perpétuer les déséquilibres au lieu de les réduire. C'est pour cette raison, qu'une fois restaurée la souveraineté monétaire, rien n'empêche de retenir la leçon de l'expérience malheureuse de l'euro pour essayer d'autres possibilités, avec des monnaies liées à des zones monétaires homogènes, même si cela devait impliquer deux monnaies dans un même pays. De cette façon, les régions pauvres deviendraient compétitives et il n'y aurait plus besoin de transferts fiscaux importants.



18. Y a-t-il un rapport entre l'euro et la crise migratoire ?

Bien évidemment qu'il y en a un. Le système de la zone euro a comme seul mécanisme de balancement des déséquilibres de compétitivité la diminution du coût du travail et l'importation de travailleurs à bas coût est un des instruments les plus brutaux et efficaces de réduction salariale.

Essayez d'y réfléchir : si un produit déterminé est fabriqué quelque part dans le monde à un coût de production inférieur à celui avec lequel il est produit dans un pays A, les exportations de ce pays diminuent, et donc sa monnaie est moins demandée. De plus, la demande moins importante fait baisser le prix de la monnaie de ce pays par rapport à la monnaie du pays plus compétitif et donc le « prix de vente » des produits du pays A diminue en rétablissant l'égalité et en maintenant avantagement la production interne à ce pays. Avec l'euro, cet ajustement est impossible et donc le seul moyen de récupérer de la compétitivité est de baisser les salaires. Bien évidemment, il est difficile de convaincre un travailleur d'être payé moins, donc avant d'y parvenir les pays du Sud de l'Europe et la France toujours plus sont obligés de supporter de très hauts niveaux de chômage. L'effondrement de la demande interne et le niveau non optimal des exportations font fermer et délocaliser de nombreuses usines en mettant des millions de travailleurs au chômage, prêts à accepter par désespoir des bas salaires. L'Allemagne par contre, avantagée par sa monnaie plus faible, avait une situation de plein emploi et donc risquait de se retrouver à l'opposé de cette situation, c'est-à-dire avec la nécessité d'augmenter les salaires étant donné la forte demande de travail. Pour éviter également cet ajustement minimal, Madame Merkel a toujours

encouragé les projets d'immigration de manière à modérer les salaires en augmentant l'offre de main-d'œuvre. De nombreuses forces politiques dans toute l'Europe ont donné leur feu vert à ce projet déstabilisant, convaincues de pouvoir en tirer les mêmes avantages. Le résultat a été l'ouverture à une véritable « déferlante migratoire », née donc d'une invitation plus ou moins explicite de la part de l'Europe à de nombreux désespérés, attirés ici par le mirage du travail et de la richesse. Malheureusement, ce qui au début a l'air d'un avantage pour le pays le plus fort, se révèle désastreux pour tous les autres pays européens. Si l'Allemagne dit : « nous acceptons un million d'immigrés par an et nous les ferons travailler dans nos industries » elle ne peut pas penser que seulement le nombre exact arrivera. Plusieurs millions de personnes quitteront leur pays pour arriver dans des pays où il n'y a pas de travail parce que, comme nous l'avons dit précédemment, l'euro a engendré un niveau trop élevé de chômage. Un immigré qui arrive où il y a du chômage peut faire trois choses :

A) Remplacer le travailleur local en acceptant un salaire inférieur et en le mettant au chômage ou, à son tour, le faire émigrer. Cela peut opérer un « remplacement de la population », destructif pour le tissu social.

B) Ne pas trouver de travail et donc pour subvenir à ses besoins, toucher des allocations de l'argent public, en provoquant une augmentation généralisée des impôts indispensables pour payer la nourriture, un logement et des services à un nombre toujours plus important d'immigrés inactifs. Les impôts plus élevés rendent le pays moins compétitif et la situation s'aggrave.

C) Actes criminels. Dans ce cas, la taxe pour le maintien des immigrés est concentrée sur les victimes des vols de ces désespérés qui, étant dérobés, fournissent l'argent nécessaire à leur subsistance. Il n'y a en aucun cas un aspect positif d'un flux migratoire incontrôlé dans un pays ayant déjà un fort taux de chômage.

On comprend donc, le flux devenant ingérable, les pays européens essaient de fermer les frontières, en réalisant ainsi un système de barrages à l'intérieur duquel le flux de migrants reste piégé avec des risques élevés de révoltes.

Sans l'euro, les pays n'auraient plus besoin de diminuer les salaires à tout prix et même l'Allemagne ne sera plus tentée « d'inviter » encore les migrants pour essayer de toute façon de dévaluer le travail.

Les technocrates de Bruxelles sont certainement conscients qu'il y aurait d'autres choix possibles mais continuent volontairement à insister sur le sujet de la dévaluation du travail. Comme indiqué auparavant, ce système se traduit par une perte très forte du pouvoir d'achat pour ceux qui le subissent : une dévaluation fait perdre du pouvoir d'achat (pas toujours) uniquement vis-à-vis des biens d'importation, la diminution du salaire le fait perdre vis-à-vis de chaque dépense, même celles qui n'ont rien à voir avec les importations, comme le coiffeur, l'habillement, la pizza et la facture de téléphone. Enfin il faut considérer que si je suis également un travailleur indépendant et que si tous les salariés s'appauvrissent (en raison de la baisse de leurs salaires), mes profits se réduiront parce que j'aurai moins de clients pour mes produits ou mes services.

C'est ce qui se passe en ce moment. « Ceux qui commandent » (la célèbre Troïka : Commission Européenne, Banque Centrale Européenne et Fond Monétaire International, tous non élus par les citoyens) imposent des solutions très fastidieuses et pleines de contre-indications très graves. Bien évidemment il y a également de très forts intérêts en jeu. On peut penser par exemple à ceux qui ont misé sur la délocalisation ou aux entreprises qui se sont spécialisées dans l'importation de produits fabriqués à l'étranger, en réalisant jusqu'à présent des profits conséquents. Ces-derniers s'opposent fortement à ce que les pays de la zone euro retrouvent leurs compétitivités nationales, c'est compréhensible, mais répondre à leur demande serait comme vouloir rester malade pour satisfaire le pharmacien qui peut ainsi gagner plus.

19. Si les prix baissaient également en même temps que les salaires, est-ce que ce serait une solution ?

Les prix ne se réajustent jamais rapidement vers le bas et, comme on disait, les dettes restent importantes comme avant et donc dans des proportions plus lourdes (le créancier est théoriquement avantagé, mais si le débiteur échoue ce n'est pas bon signe pour celui qui lui a prêté de l'argent). Pas seulement: si on se dirige de manière stable vers une déflation, dans une période de baisse des prix, les consommateurs essaieront de réduire au maximum leurs dépenses en attendant la baisse des prix, mais en agissant ainsi la consommation baissera encore davantage, en augmentant la récession.

20. Le problème c'est qu'aujourd'hui, il y a la Chine. On ne peut pas rivaliser avec ceux qui paient les travailleurs un euro de l'heure. N'est-ce pas ?

Sauf que la Chine a toujours été présente et que nous avons depuis toujours cohabité avec des produits à bas prix made in Hong Kong ou autres produits similaires. Toutefois, chiffres en main, le principal exportateur intérieur de la zone euro est l'Allemagne, et non la Chine. Dans la plupart des cas, le concurrent direct d'une industrie européenne est Berlin, et non Pékin. Connaissez-vous quelqu'un dans le commerce qui se mettrait à obéir aux ordres de ses concurrents ? Ensuite ne nous étonnons pas des résultats. En tout cas, il est paradoxal que ceux qui dénoncent le coût excessif de nos produits soient ensuite favorables à l'euro qui aggrave cette différence.

21. Le coût du travail est seulement une partie du problème mais nous n'avons pas fait de recherches, d'innovations, d'infrastructures, de réformes etc...Est-ce exact ?

D'abord ce n'est pas vrai. Il y a des infrastructures, et les données sur les investissements indiquent que l'Allemagne a très peu investi par rapport à d'autres pays européens dans ce domaine. Ensuite, il suffit de visiter beaucoup d'entreprises même en difficulté pour trouver des modèles d'organisation et d'innovation. Mais la question n'est pas là, quelles que soient les raisons qui ont fait qu'une bonne partie de l'industrie Européenne non allemande se soit trouvée en dehors du marché (vraies comme le fait que l'Allemagne a diminué les salaires, a une inflation et une rigueur excessive pendant que d'autres dépensaient pour réformer le travail et soutenir les banques et les industries etc..., ou fausses comme les autres pays sont blonds, nous sommes des filous, il y a la Chine etc...). Il est stupide de penser pouvoir rattraper les concurrents « en les imitant ». La distance à combler est trop importante et ensuite les concurrents réagiraient, avec l'avantage supplémentaire de pouvoir bénéficier de taux de financement beaucoup plus bas que les nôtres.

C'est toujours bien de s'inspirer de ceux qui ont réussi, mais avant de pouvoir jouer à armes égales, il faut réaligner le change de manière à se trouver sur la même ligne que nos concurrents. Il est légitime qu'un athlète s'entraîne, mais on ne s'entraîne pas bien avec l'estomac vide et, même si, malgré tout, on est volontaire et entraîné, on ne peut pas courir le cent mètres en partant cinquante mètres en arrière. De la même manière il y a tellement de réformes qu'il serait bon de mener, mais chaque réforme sérieuse exige du temps et de l'argent. Avec l'euro, nous ne l'aurons jamais.



22. Si on dévaluait, nos problèmes ne seraient-ils pas résolus et on n'en parlerait plus. N'est-ce pas ?

En réalité c'est le contraire qui est vrai : l'euro a entraîné la multiplication de nos problèmes et de nos défauts. Si la monnaie d'un pays l'obligeait véritablement à faire des réformes bénéfiques, aujourd'hui après presque quinze ans d'euro, nous aurions subi de nombreuses réformes. L'euro et l'Europe par contre ont pour but de rendre les choix des gouvernements nationaux moins importants. Les marchés financiers, très attentifs aux actions des gouvernements des pays indépendants, n'ont jamais envoyé de signaux aux gouvernements Européens et encore aujourd'hui le spread évolue en suivant les conseils de la BCE, et non évidemment ceux de Renzi ou de Hollande... L'Espagne est restée sans gouvernement pendant des mois et pourtant jusqu'à ce que la BCE annule la dette, aucun spread ne l'a étranglée. C'est pour cette raison que les gouvernements ne seront jamais encouragés à prendre des

décisions justes mais simplement à essayer de contenter les détenteurs européens du véritable pouvoir, même si ces derniers sont (comme nous l'avons vu) des adversaires commerciaux. Si dans le passé ceux qui étaient aux commandes ont mal conduit, la solution n'est pas de construire une voiture sans direction, sinon au premier virage on finit dans le mur. C'est justement ce qui est arrivé à l'économie de la zone euro. Lorsqu'on interdit à un gouvernement d'avoir la flexibilité nécessaire, tant qu'il n'y a pas de problèmes tout semble aller bien même si on fait de mauvais choix. Par contre, lorsqu'on se trouve confronté à un problème, le système tombe en panne et ce sont les citoyens qui paient les pots cassés. En tout cas, si on craint qu'en « allant bien » on ne résoudra pas nos problèmes, alors on ne comprend pas (ou ne veut pas comprendre) qu'« aller mal », est précisément le problème qui doit être résolu.

23. Si on faisait des réformes et on baissait la pression fiscale peut-être que nous deviendrions compétitifs sans avoir à quitter l'euro. Est-ce possible ?

« Faire des réformes » ça ne veut rien dire, chaque fois qu'on change une loi ou un règlement, on fait une réforme : certaines apportent des améliorations, d'autres font pire. Les réformes substantielles coûtent beaucoup d'argent et les exigences européennes font que l'on ne pourra jamais se le permettre (l'Allemagne pour ses réformes du marché du travail a augmenté son rapport dette/PIB de 5 points en période de croissance, nous nous sommes déjà engagés à le réduire même en période de récession avec le pacte budgétaire) sans compter qu'il est naïf de penser que nous pourrions atteindre les résultats de ceux qui ont une avance de dix ans. De plus, nous ne sommes pas obligés de devenir forcément allemands ou chinois. Nous devons être libres de pouvoir vivre à notre manière chez nous.

Pour la même raison avec la baisse de la pression fiscale (qui serait également quelque chose d'utile) on n'obtiendra rien de substantiel. Les pays qui ont été les premiers en crise ont été ceux (comme l'Irlande) où la pression fiscale était minimale. Pour obtenir une baisse substantielle en faveur de la compétitivité il faudrait la réinitialiser et c'est impossible parce que les recettes fiscales et les contributions disparaîtraient dans un système où le manque d'argent même momentanément dans les caisses de l'État ne peut pas être financé « en imprimant de l'argent ». Ceux qui disposent de la souveraineté monétaire peuvent se permettre des politiques de stimulation de l'économie avec de fortes détaxations, qui nous sont interdites dans notre cas. La diminution de la pression fiscale pourrait être uniquement insignifiante et financée par d'autres mesures récessives.

24. Peut-être « qu'en tapant du poing sur la table » ils nous permettraient de dépenser sans nécessité de quitter l'euro. Est-ce possible ?

Sauf qu'il n'y a aucune table sur laquelle taper du poing et s'il y avait eu la volonté de la part de l'Europe d'éviter cette situation, nous l'aurions évitée. Toutefois si même ils nous disaient d'oublier les engagements et de diminuer les impôts (impossible), nous aurions toujours le problème d'une trop forte monnaie. C'est la même question que nous avons précédemment soulevée lorsqu'on expliquait la raison qui fait qu'une BCE qui garantit la dette ne résoudrait pas le problème fondamental d'une monnaie artificiellement forte.



25. Est-ce négatif d'avoir une monnaie « forte » ?

Non! C'est bien si l'économie est également forte, mais comme nous l'avons dit précédemment une économie faible avec une monnaie forte, c'est comme un guerrier qui a une épée tellement lourde qu'il n'arrive pas à la soulever. L'idéal serait d'en avoir une avec le poids qui convient. Le fait d'en avoir une plus légère permettrait d'être plus malléable, et une trop lourde serait suicidaire. Une monnaie trop forte fait que les produits étrangers sont très avantageux. Ça a l'air intéressant mais les produits étrangers ont un défaut : ils sont fabriqués à l'étranger! Donc il est évident que cela engendrera dans son propre pays du chômage. Même les voyages à l'étranger sont avantageux et évidemment chaque voyage c'est de l'argent e moins qui enrichit un autre pays. Si nous pouvions dépenser plus, nous achèterions des produits étrangers plutôt que des produits de notre propre pays et nous ouvririons l'écart entre nos importations et nos exportations. Quelqu'un doit payer cette différence et nous serions obligés d'emprunter de l'argent

et de nous endetter encore davantage. Pendant ce temps, le nombre d'entreprises qui fermentaient ou se délocaliseraient serait toujours plus important et à la prochaine crise, nous serions mal en point, bien pire que nous le sommes aujourd'hui.

Imaginez que si avec la Pologne on décidait de faire la même opération que fit l'Allemagne de l'Ouest avec l'Allemagne de l'Est! A cette époque, il fallait 4 marks de l'Est pour un mark de l'Ouest et on utilisait par contre le change de 1 à 1 en réduisant à néant l'industrie de l'Est compétitive pour la mettre complètement aux mains des grandes industries de l'Ouest. Même le zloty polonais à l'heure actuelle a une valeur similaire à celle du mark de l'Allemagne de l'Est. Si on décidait de faire entrer la Pologne dans l'euro en changeant le zloty 1 pour 1, cela provoquerait une réévaluation de 300% et signifierait que n'importe quel produit fabriqué en Pologne serait en dehors du marché du jour au lendemain. Les exportations s'écrouleraient, toutes les usines fermentaient en étant transférées ailleurs et le pays serait mal en point en quelques mois.

26. Nombreux sont ceux qui disent que la solution pourrait être « davantage d'Europe ». Est-ce vrai ?

C'est comme si on disait à une personne empoisonnée que pour la guérir il faudrait « plus de poison ». Ceux qui disent qu'il faudrait une Union Européenne plus unie, qui deviendrait équivalente à un État unitaire, font semblant de ne pas voir que l'Allemagne n'a pas l'intention de céder sa souveraineté pour dissoudre son pays dans une union sans avoir de garanties de pouvoir conserver le dernier mot. Ils n'ont pas voulu le faire lorsqu'ils étaient en position de faiblesse, ils ne voudront jamais le faire à présent qu'ils sont en position de force. Dans un État unitaire, les régions riches transfèrent de l'argent aux régions pauvres et jamais au grand jamais l'Allemagne n'accepterait de transférer l'argent des impôts des citoyens allemands en faveur des grecs, des italiens, des espagnols, des irlandais et des portugais. Même s'ils le voulaient (et ils ne veulent pas) nous devrions être unis pour refuser fermement cette hypothèse ! Nous avons vu avec l'exemple de l'Italie du Sud : les transferts d'argent ne fonctionnent pas, ils ne créent pas de développement, ils stimulent la criminalité et la désignation incite à rechercher un emploi subventionné. Une méridionalisation totale de l'Europe non allemande est la dernière chose dont nous avons besoin.

27. Ne serait-ce pas mieux de décider par référendum ?

C'est possible, et au contraire souhaitable de décider par référendum de l'adhésion à l'UE comme est en train de le faire la Grande-Bretagne. Par contre, une telle consultation doit pouvoir être faite exactement dans les mêmes conditions que les Anglais, c'est-à-dire sur un plan d'égalité et sans contrainte et cela implique qu'il faut d'abord quitter l'euro et reprendre le contrôle du système bancaire.

Ceux qui disent vouloir un référendum lorsqu'on est encore dans l'euro ne veulent en réalité probablement rien changer, exactement comme l'a fait Tsipras en Grèce. Tout d'abord, il n'est pas possible dans de nombreux pays de faire un référendum sur les traités internationaux. En outre, même en supposant de le faire quand même, une campagne par référendum sur un sujet aussi complexe serait entachée par toutes sortes de pratiques médiatiques intimidantes, les mensonges sur l'euro déjà présents sur les médias se multiplieraient, avec pour circonstance aggravante que les pouvoirs financiers européens n'hésiteraient pas à lancer de très fortes attaques spéculatives contre notre dette. Les citoyens auraient l'impression que leurs votes contre l'euro seraient désastreux et

l'incertitude du résultat dans un tel climat comporterait de terribles agitations sur les marchés et des fuites incontrôlées de capitaux. Songez aux conditions différentes entre le déroulement du référendum anglais et de celui de la Grèce. Le seul moyen de reconquérir notre souveraineté monétaire serait par la voie d'un gouvernement démocratiquement élu qui agirait rapidement par décret. Imaginez de quelle manière un gouvernement favorable à l'euro pourrait gérer les procédures de sortie, si un référendum devait indiquer une volonté de sortie. Les actions nécessaires pour changer de monnaie en minimisant les dommages ne sont pas simples, mais un gouvernement déterminé à agir dispose de tous les moyens pour pouvoir le faire et les démarches nécessaires sont connues, y compris celles législatives. N'oublions pas que le changement de monnaie est un événement qui s'est déjà produit et dont on connaît les procédures. Le passage de la lire à l'euro en est un exemple. Évidemment le processus de sortie serait tellement plus simple s'il était coordonné avec d'autres pays. C'est pourquoi il est fondamental de s'associer avec des forces indépendantistes d'autres pays européens.

28. Les partis « souverains » en Europe ont des idéologies très différentes : patriotes comme le Front National ou le FPO, fédéralistes/indépendantistes comme la Ligue du Nord ou le Vlaam Belang. Comment peuvent-ils se mettre d'accord ?

La bataille contre l'euro est une bataille d'indépendance et de liberté. Indépendance et liberté ne sont ni de droite et ni de gauche mais plutôt des valeurs absolues. Redevenir les maîtres chez nous est la condition indispensable pour toute autre politique, aussi bien pour les nationalistes que pour ceux qui rêvent de fédéralisme. Une fois libres, nous aurons tout notre temps « pour reformer les équipes ». Ceux qui ne peuvent pas contrôler leur propre monnaie ne seront jamais libres. Si en Europe les forces contraires à l'euro parvenaient à s'affirmer fortement, tout deviendrait plus facile. Dans ce but, chaque vote compte et une coordination entre les partis défavorables à l'euro dans toute Europe est la preuve plus évidente que sans l'obstacle de la monnaie unique, il pourrait y avoir une amitié européenne différente et sincère en dehors des oppositions actuelles.

29. Nombreux sont ceux qui disent que l'Union Européenne a apporté la paix. Si nous abandonnons l'euro y-aura-t-il la guerre ?

Il y a la paix entre tous les pays qui se sont affrontés au cours des dernières guerres mondiales et le plus grand risque pour le maintien de cette paix : c'est justement l'euro. Un système économique qui dresse les peuples et les nations les uns contre les autres, qui forcent les peuples à payer pour les autres et qui impose des souffrances et des privations avec des conséquences économiques entièrement similaires à celles d'un conflit armé, engendre la haine entre les pays qui avaient oublié ce mot. Il y a quelques années encore, les grecs n'avaient aucun motif d'irritation vis-à-vis de l'Allemagne. Aujourd'hui si Mme Merkel veut visiter Athènes, elle doit être entourée de l'armée alignée en position de défense.

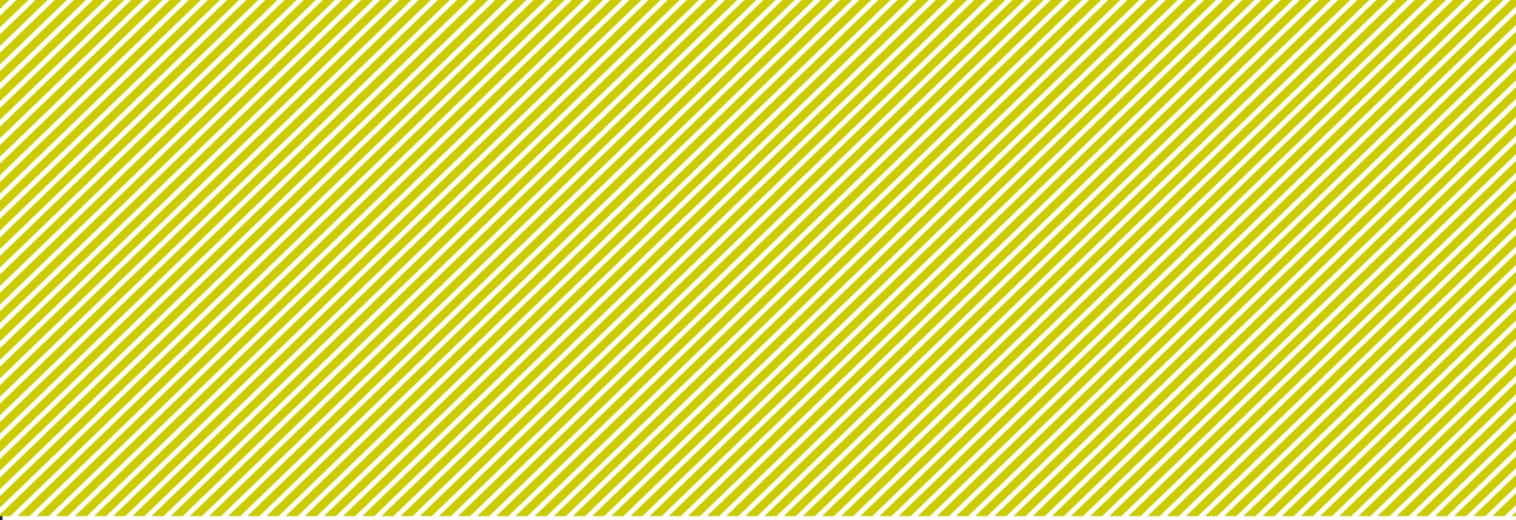


30. J'ai entendu dire que de nombreux économistes célèbres, et y compris quelques prix Nobel sont contre l'euro. Est-ce vrai ? Qui sont-ils ?

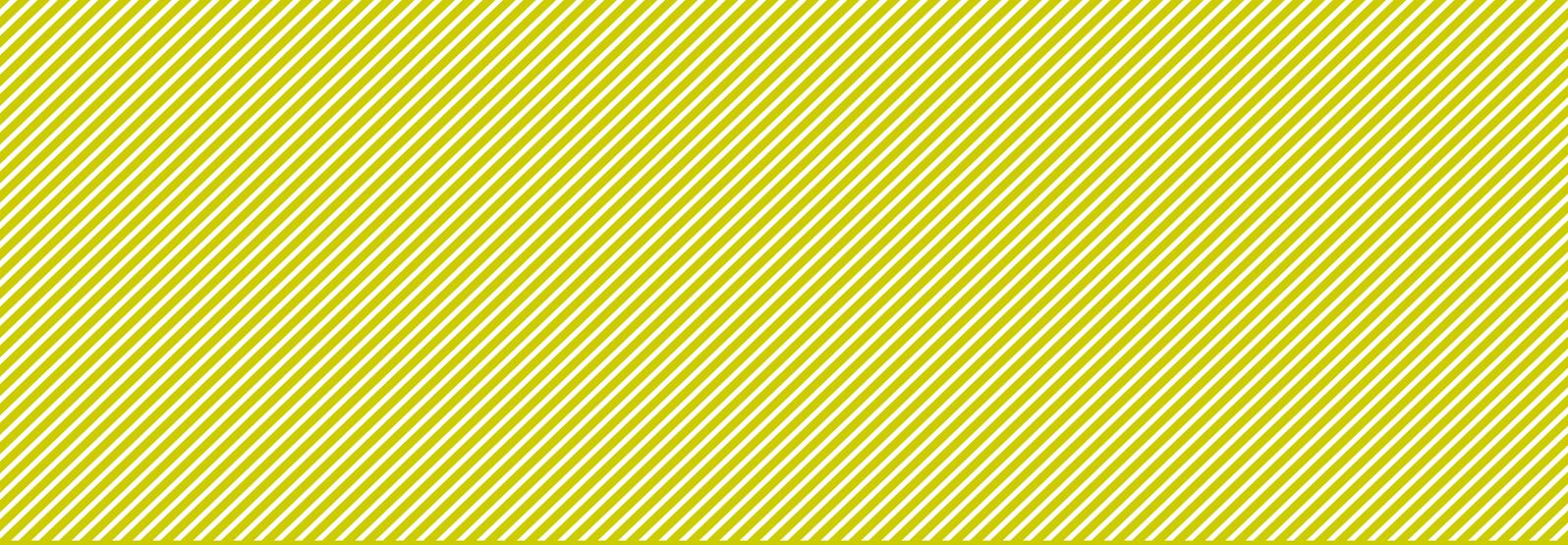
C'est vrai, il y a au moins 7 prix Nobels d'économie qui ont ouvertement critiqué l'Europe de l'euro (Mirrlees, Stiglitz, Sen, Tobin, Krugman, Friedman et Pissarides). Chacun d'entre-eux bien évidemment propose même des solutions alternatives mais, comme nous l'avons vu, celles-ci ne sont pas toujours réalistes et désirables. De nombreux économistes ont par exemple signé une proposition appelée le « Manifeste de Solidarité Européenne » où l'on propose un démantèlement « par le haut » de la zone euro avec en premier la sortie de l'euro de l'Allemagne. Dommage cependant que tout cela dépende de la volonté d'autres pays. Et si les Allemands refusent ? Tous ces scénarios alternatifs deviendront davantage réalisables lorsque les soutiens des mouvements totalement contre l'euro se renforceront.

31. Existe-il autant de prix Nobel et de célèbres économistes convaincus par contre que l'Europe de l'euro est parfaite ainsi ?

Non.



Cet exemplaire n'est pas destiné à la vente.



Cet exemplaire n'est pas destiné à la vente.